

## Le Parti Communiste Français me quitte

" (...) Hélas ! combien de temps faudra-t-il vous redire  
À vous tous, que c'était à vous de les conduire,  
Qu'il fallait leur donner leur part de la cité,  
Que votre aveuglement produit leur cécité ;  
D'une tutelle avare on recueille les suites,  
Et le mal qu'ils vous font, c'est vous qui le leur fîtes.  
Vous ne les avez pas guidés, pris par la main,  
Et renseignés sur l'ombre et sur le vrai chemin ;  
Vous les avez laissés en proie au labyrinthe.  
Ils sont votre épouvante et vous êtes leur crainte ;  
C'est qu'ils n'ont pas senti votre fraternité (...)"

« *Ceux qu'on foule aux pieds* ». **Victor Hugo**

16 tués par la police en 18 mois pour « refus d'obtempérer ».

Le 14 juin, **Alhoussian Camara** est tué par un policier à Angoulême pour « refus d'obtempérer ». Pas de vidéo. Seule la parole du policier compte. Il a tué.

Le 27 juin, **Nahel Merzouk** est tué à bout portant par un policier à Nanterre. Il est mis en examen pour homicide volontaire et incarcéré après avoir été confondu de mensonge par une vidéo. Il avait menti. Il a tué.

Le 2 juillet, **Mohamed B.** est tué à Marseille par un tir de LBD, donc par un policier. Pas de vidéo. Pas de coupable. **Mohamed** a été tué. Qui l'a tué, la police ne sait pas ?

Trois tués par la police en moins de trois semaines ! 16 tués par la police en 18 mois pour « Refus d'obtempérer ».

Fabien Roussel. La police ment. La police tue.

Le Parti Communiste refuse de signer un texte commun à une centaine d'organisations [1]

La CGT ( dont je suis adhérent), la Ligue des droits de l'Homme (dont je suis adhérent), Amnesty International (dont je suis adhérent), La France insoumise, Europe Ecologie les Verts, le NPA, Attac, Greenpeace, Solidaires, en tout une centaine d'organisations dont le comité Adama Traore que je soutiens activement depuis le premier jour, ont signé un texte commun pour dénoncer des décennies de politiques publiques discriminatoires et sécuritaires. Les signataires veulent, précise la CGT, « *repandre la parole face à la droite et l'extrême droite et porter des revendications autres que les réponses sécuritaires du gouvernement* ». Le parti communiste a refusé de signer ce texte avec l'argument qu'il porte une « *conception essentiellement répressive de la police* ». Je suis outré du refus du Parti de signer ce texte.

---

<sup>1</sup> Meurtre de Nahel : appel d'une centaine d'organisations contre les violences policières - L'insoumission (linsoumission.fr)

Le Parti Socialiste n'a pas, non plus, signé ce texte qui exige l'abrogation de la loi Cazeneuve de 2017, celle qui en 18 mois a entraîné la mort de 16 jeunes pour « refus d'obtempérer ».

Le parti communiste français a refusé de participer ce samedi 8 juillet au rassemblement annuel consacré à la mémoire d'Adama Traoré tué (assassiné ?) le 19 juillet 2016, cette fois dans une gendarmerie. Le PCF a ainsi osé apporter sa caution à l'interdiction du rassemblement. Une interdiction de manifestation de plus au nom du maintien de l'ordre de public, comme dans les régimes les plus autoritaires.

#### « Alternative crédible » et « Réconciliation, nationale »

Le parti communiste diffuse, en ce moment, deux éléments de langage :

- « **Alternative crédible** ». Il n'en donne pas les contours, mais son refus de signer le texte de la centaine d'organisations de gauche nous en donne un aperçu, « *jusqu'à Bernard Cazeneuve* » répondit-il à un journaliste, ne voulait-il pas plutôt dire « *avec Bernard Cazeneuve seulement* » ?

Une certitude, l'alternative crédible ce n'est pas avec La France Insoumise. Fabien Roussel a déclaré le samedi 8 juillet sur RMC : « *Je souhaite pouvoir incarner une gauche de transformation sociale qui remet en cause ce système économique mais qui ne cède rien aux valeurs de la République. Cette gauche-là n'est pas celle que représente LFI* ». Donc exit LFI de « l'alternative crédible ». La seule semble-t-il serait celle qui se ferait autour de lui, Fabien Roussel, celle qu'il « incarnerait ».

- « **Réconciliation nationale** » sans préciser entre qui et qui ?

Réconciliation nationale entre les jeunes des quartiers, ostracisés, racisés, humiliés souvent plusieurs fois par jour par la police avec des contrôles d'identité permanents, stigmatisés et abandonnés dès l'école synonyme d'échec annoncé pour eux, discriminés dans l'emploi, réduits au chômage, « réconciliation » entre eux et le pouvoir macroniste dont son président déclare qu'en France il y a je cite « *ceux qui réussissent et ceux qui ne sont rien* » [2] ? Ces jeunes des banlieues comprennent qu'ils font partie de ces derniers « *qui ne sont rien* ».

Comment est-il possible que le parti communiste nie cette réalité et place en première proposition pour régler le problème, l'embauche de 30.000 policiers ? Comment un parti communiste digne de son histoire peut considérer que la répression de la jeunesse est une solution ?

Que des jeunes, voire de très jeunes adolescents ont été envoyés en prison par centaines [3] ne semble pas gêner Fabien Roussel.

J'ai vécu 34 ans dans une des plus grandes villes ouvrières communistes, Vitry sur Seine. Le parti communiste devrait s'interroger sur le score de 3,77% de son candidat Fabien Roussel au premier tour des élections présidentielles en 2022, dans une ville dont le maire, ancien vice-président du conseil général du Val de Marne, est encore communiste et alors que Jean Luc Mélenchon lui, y a obtenu 45,30% des voix.

---

<sup>2</sup> Meeting à la Halle Freyssinet en juillet 2017.

<sup>3</sup> Le 4 juillet au soir, « **380 jeunes étaient incarcérés** » selon la Chancellerie ! La prison va sans doute leur faire du bien, c'est certainement ce dont ils ont en priorité besoin ! Chacun sait que la prison est un excellent lieu d'éducation civique !

## Une course mortifère derrière l'extrême droite

Au cours de ces deux dernières années le parti communiste, tout particulièrement par la voix de son secrétaire national, reprend des thèses de l'extrême droite avec l'argument qu'il faut aller chercher les voix de ses électeurs. Honteuse démarche électoraliste de surcroît destinée à l'échec. Et pire, en adoptant une telle ligne politique le parti communiste contribue à crédibiliser ces thèses de l'extrême droite et participe à sa progression parmi la population française.

## La droite et l'extrême droite sont à la porte du pouvoir.

J'ai récemment rédigé un texte sur ce sujet intitulé « *De la victoire de l'extrême droite avant 2024 ?* ». La droite n'apportera pas un soutien régulier à Macron. Cela semble acquis. Or sans elle il ne peut pas gouverner le pays. Le test de la loi sur l'immigration sera décisif. Des surprises, sans doute de très mauvaises surprises nous attendent.

A ce sujet, chacun a pu voir le titre qui barre la Dépêche d'hier sur cinq colonnes à la une « Faut-il dissoudre l'Assemblée ? ».

De nombreux arguments plaident contre une telle hypothèse, pour le moment. Mais si le pays entre dans une crise de régime avec une impossibilité de gouverner, une dissolution pourrait s'imposer. Nous n'en sommes pas là mais le fait que La Dépêche titre sur cette hypothèse est révélateur du climat d'extrême instabilité de la majorité gouvernementale. Et quatre années nous séparent de la prochaine élection présidentielle !

## Le pouvoir macroniste ne tient plus que grâce à la police

Il le sait. La police aussi.

Le pouvoir ne dirige plus la police, c'est la police qui dirige le pouvoir. Elle en est parfaitement consciente, et ne se gêne pas pour le lui dire et le menacer s'il ne file pas droit :

## Alliance et UNSA police menacent le pouvoir.

Après la tribune d'une vingtaine de généraux en retraite [4] qui appelaient à renverser le gouvernement, les deux syndicats de policiers majoritaires [5] menacent eux aussi le gouvernement et profèrent un avertissement qui peut s'apparenter à un appel à la sédition. Dans un communiqué commun ces deux syndicats écrivent :

« *Les policiers sont au combat car nous sommes en guerre. Demain nous serons en résistance et le gouvernement devra en prendre conscience* ».

## Des milices se mettent en place

Durant les révoltes émeutières des jeunes, des militants d'extrême droite ont déambulé par dizaines dans les rues de plusieurs villes, notamment Lorient, Angers, Chambéry et Lyon. Ils étaient masqués ou cagoulés, parfois armés de battes et criaient des slogans racistes dans les rues.

---

<sup>4</sup> Tribune dans Valeurs Actuelles du 21 avril 2021.

<sup>5</sup> Alliance et UNSA Police 49,45%, SGFO Police 35%, CFDT 8%, Policiers en colère 3%, CGT 2%. Taux de participation 77%.

Le Télégramme et Ouest France décrivent *des « interpellations sauvages de jeunes émeutiers de la part de ces miliciens qui les frappent et les remettent à la police »*.

### L'appel du Parti Communiste à la réconciliation nationale

Le journal l'Humanité a consacré deux pages au « plan de réconciliation nationale » de Fabien Roussel.

- Où trouve-t-on dans le texte la souffrance des jeunes adolescents émeutiers révoltés?
- Où sont évoquées les violences quotidiennes qu'ils subissent ?

Le texte du Parti communiste met les jeunes « émeutiers » au ban de la société en les opposant je cite à « la jeunesse de notre pays » ! Odieux, et d'une nullité politique et sociologique crasse [6].

*« Les émeutes sont la langue des personnes*

*Que l'on entend pas ».*

**Martin Luther King**

### *« Il n'y a pas de racisme systémique dans la police »*

Fabien Roussel affirme qu'il n'y a pas de racisme systémique dans la police. Sur quelle planète vit-il ? [7].

Les syndicats Alliance et UNSA Police ont publié un communiqué dans lequel ils traitent ces jeunes émeutiers révoltés de « *hordes sauvages* », de « *nuisibles* », de « *chienlit* », et précisent « *subie depuis de décennies* ».

Les propositions du texte de Fabien Roussel commencent par la répression : 30.000 policiers en plus et 25.000 magistrats.

Les quartiers populaires n'ont pas besoin d'abord de policiers et de juges mais d'abord de service public et d'emploi. Or ce n'est pas la priorité choisie dans l'énoncé des mesures du « plan de réconciliation nationale ». Elle est sécuritaire.

Le parti communiste français continue sa dérive. Il me semble que certains camarades de la fédération commencent enfin à la percevoir. Mais il est trop tard pour changer la trajectoire. Le congrès est passé par là. L'épuration a été réalisée par Roussel et Desfontaines avec leur garde rapprochée. Le Parti va continuer à s'enfoncer dans les marécages de la droite et de l'extrême droite. La signification de la présence de Fabien Roussel au rassemblement

---

<sup>6</sup> Jacques Deschamps, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/06/08/eloge-de-l-emeute-vantee-pour-sa-puissance-emancipatrice\\_6176753\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/06/08/eloge-de-l-emeute-vantee-pour-sa-puissance-emancipatrice_6176753_3232.html)

<sup>7</sup> Hedi, <https://www.laprovence.com/article/faits-divers-justice/6003428299923315/info-la-provence-ils-etaient-la-pour-taper-laisse-pour-mort-apres-un-tir-de-flash-ball-hedi-temoigne?fbclid=IwAR0y6Wqs9LwQoteK8nkxVgVfP8imOWSUBly-2xwJ1nVi63tRKfISesVAAt2g>

devant l'Assemblée Nationale des syndicats factieux Alliance et UNSA police, commence à apparaître clairement. C'était un choix stratégique.

La présence du secrétaire national du parti communiste français à ce rassemblement de syndicats policiers factieux, m'avait profondément perturbé. Même dans mes plus mauvais cauchemars je n'aurais pu imaginer cela. Je m'étais alors penché sur ses prises de position, déclarations, actes. J'ai adressé trois textes aux camarades de la fédération. Le premier en juin 2022 « *La campagne de Fabien Roussel aux élections présidentielles, électoraliste et démagogique* », le second en janvier 2023 « *Urgence de communisme* » le dernier le 18 avril 2023 « *En congé de parti* ». [8]

J'y ai listé et dénoncé les innombrables déclarations ahurissantes de Fabien Roussel. Je n'ai cessé d'alerter les camarades sur une dérive droitière, voire identitaire, mortifère pour le PCF.

Mai le congrès a donc tranché. 82% de voix pour le texte « porté par Fabien Roussel ». Un vrai plébiscite, et c'est sans doute ce qui m'interroge et me trouble le plus.

### Le PCF absent dans les luttes écologistes

Je terminerai par mon désarroi devant l'absence du parti communiste français à toutes les manifestations écologistes, quand il ne les combat pas ! De Notre-Dames-des-Landes à Sainte-Soline en passant par mon expérience personnelle déstabilisante d'élus communistes de la Région Occitanie qui nous ont combattus aux côtés de Carole Delga, lors de notre lutte contre l'implantation d'une scierie industrielle d'un groupe international à Lannemezan. Et la liste sera longue des absences du PCF notamment aux cotés des jeunes qui luttent.

Un film sort en ce moment sur les écrans, « *Algues vertes* » tiré de la bande dessinée « *Algues Vertes, Histoire interdite* » [9]. Les sénateurs communistes bretons ont déposé une plainte avec la Région Bretagne et la FNSEA contre France Nature Environnement (FNE) pour « atteinte à l'image » de la Bretagne [10]. Ils soutiendront la plainte en diffamation de Jean-Yves Le Drian, à cette époque encore socialiste, contre Cécile Duflot !

### Je ne reconnais plus le parti communiste français,

Aussi dois-je tirer les conclusions de mes désaccords absolus et croissants avec la ligne politique engagée par le parti.

J'ai adhéré en 1962 à la Jeunesse communiste à Saint-Malo en Ille et Vilaine. Mon premier combat aura été pour l'indépendance de l'Algérie. Puis à l'UEC à Rennes, et le 1<sup>er</sup> janvier 1968 au Parti communiste français à Etel dans le Morbihan.

J'arrive au bout de ce parcours militant qui avait déjà été semé de désillusions avec l'élection incompréhensible pour moi de Robert Hue et m'avait conduit à prendre une distance militante avec le parti.

---

<sup>8</sup> Les textes auxquels je fais référence sont sur [www.anarchoecolococo.fr](http://www.anarchoecolococo.fr), Rubrique Europe, onglet France. Ce texte y sera également publié.

<sup>9</sup> Inès Léraud, Pierre Van Hove, « *Les Algues Vertes, l'histoire interdite* » page 97, ed. Delcourt, janvier 2021

<sup>10</sup> Jean-Yves Le Drian (PS) : " *Le conseil régional de Bretagne a décidé, au nom de la défense des intérêts des Bretons, d'assigner devant le tribunal de grande instance de Paris l'association FNE, notamment pour atteinte à son image* ".

A mon arrivée dans les Hautes Pyrénées j'avais repris avec espoir un militantisme actif. Les événements en décidèrent autrement.

Je ne reconnais plus le parti communiste français, le parti pour lequel j'ai consacré une partie de ma vie.

Il me fait maintenant souvent honte.

En restant adhérent du parti communiste français, celui d'aujourd'hui, j'apporterais une caution implicite à ses dérives nauséabondes. Trop c'est trop.

Le Parti Communiste Français me quitte. Je le quitte.

Alain Dubourg

Réunion de la section du PCF Maubourguet, Castelnau Rivière - Basse

Le lundi 10 juillet 2023

Saint-Lanne (Hautes Pyrénées)